



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Trente-huitième Session, CICG

Genève, Suisse, 6-11 juillet 2015

COMMUNICATION DE STDF

(Rapport sur ses activités intéressant le Codex)¹

1 INTRODUCTION

1.1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) est un partenariat mondial qui aide les pays en développement à appliquer les normes, les directives et les recommandations internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé animale et de préservation des végétaux afin de gagner et de maintenir un accès aux marchés. Plus spécifiquement, il aide à accroître la sensibilisation, à mobiliser des ressources supplémentaires, à renforcer la collaboration et à identifier et diffuser les bonnes pratiques pour rendre plus efficace l'assistance dans le domaine SPS. Il apporte également un soutien et un financement en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets qui favorisent le respect des prescriptions SPS internationales.

1.2. Le STDF a été établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). D'autres organisations menant des activités de coopération technique dans le domaine SPS, des donateurs contribuant au STDF et des experts de pays en développement participent aussi activement aux travaux du Fonds. Les Secrétariats de la Commission du Codex Alimentarius et de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) y participent également. Le STDF est géré et hébergé par l'OMC.

1.3. Le présent document donne un aperçu des activités pertinentes du STDF en cours depuis la 37^{ème} session de la Commission du Codex Alimentarius en juillet 2014. Des renseignements sur l'état actuel des projets du STDF et des dons pour l'élaboration de projets (DEP) dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires – dont plusieurs bénéficient de la participation et des orientations de la FAO et de l'OMS – figurent dans l'annexe. Les délégués du Codex qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires sont invités à consulter le site Web du STDF et à s'abonner au bulletin d'information électronique du STDF à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr>.

2 NOUVELLE STRATÉGIE DU STDF (2015-2019)

2.1. Le 12 février 2015, le Comité directeur du STDF a examiné et a approuvé une stratégie révisée pour le STDF pour la période 2015-2019. La nouvelle stratégie renforce le cadre de gestion axée sur les résultats du STDF et prévoit un cadre de suivi et d'évaluation. Elle sert de cadre à la concrétisation du rôle clé du STDF comme mécanisme de coordination et de financement en vue d'améliorer l'efficacité du renforcement des capacités SPS. Ce rôle consiste, entre autres choses, à organiser des activités pour favoriser la collaboration entre les partenaires, les donateurs et les bénéficiaires du STDF et les autres organisations pertinentes, ainsi qu'à renforcer encore le Fonds en tant que plate-forme de partage de connaissances pour les échanges d'informations et de données d'expérience, et l'identification et la diffusion des bonnes

¹ Ce document a été préparé par l'ISO et sous sa responsabilité.

pratiques. Les énoncés de la nouvelle stratégie, du cadre de suivi et d'évaluation et du plan de travail biennal pour 2015/16 sont disponibles sur le site Web du STDF.²

3 MISE EN ŒUVRE DE MESURES SPS VISANT À FACILITER UN COMMERCE SÛR

3.1. Le STDF a effectué des recherches dans certains pays d'Asie du Sud-Est et d'Afrique sur la façon dont les contrôles SPS sont mis en œuvre pour certains produits agroalimentaires, sur la base des dispositions pertinentes de l'Accord SPS (notamment l'article 8 et l'Annexe C relative aux procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation). Ces travaux visaient à recenser les besoins clés, les possibilités et les bonnes pratiques pour améliorer la mise en œuvre des mesures SPS de manière à faciliter un commerce sûr et à renforcer la protection sanitaire. Les recherches réalisées en Asie du Sud-Est (Cambodge, République démocratique populaire lao, Philippines et Thaïlande) ont été achevées en 2014. Le rapport final est disponible sur le site Web du STDF.³ Le rapport sur les recherches effectuées en Afrique australe (centrées sur le Malawi, l'Afrique du Sud et la Zambie) est sur le point d'être terminé.

3.2. "Permettre un commerce sûr": cette formule figure dans l'intitulé de l'une des séances plénières de haut niveau qui seront organisées par l'OMC à l'occasion du cinquième Examen global de l'Aide pour le commerce, qui aura lieu à Genève du 30 juin au 2 juillet 2015 sur le thème "Réduire les coûts du commerce pour une croissance inclusive et durable". L'objectif de cette séance plénière sera d'examiner comment conjuguer la facilitation des échanges et des contrôles SPS robustes, fondés sur la science et sur les risques, en examinant le rôle que l'Aide pour le commerce peut jouer dans la réalisation de ces deux objectifs. Si certaines organisations y trouvaient des possibilités de lever des fonds et de renforcer les capacités SPS en lien avec le nouvel Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE), d'autres ont exprimé leur crainte que l'Accord ne porte atteinte à leur capacité de protéger la santé des personnes et des animaux et de préserver les végétaux des risques découlant des parasites et des maladies associés à l'importation de produits alimentaires et de produits végétaux. La séance plénière donnera aux partenaires du STDF et aux autres parties prenantes l'occasion de débattre de ces questions. On trouvera des renseignements complémentaires sur l'Examen global sur le site Web de l'OMC.⁴ Les délégués qui souhaitent participer à l'Examen global sont priés de s'inscrire au moyen du [formulaire d'inscription](#) en ligne.

4 ANALYSE CONJOINTE CIR/STDF SUR LES QUESTIONS SPS DANS LES EDIC

4.1. Le STDF et le Secrétariat du Cadre intégré renforcé (CIR) préparent actuellement une étude conjointe pour analyser la manière dont les questions SPS sont traitées dans les études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC) du CIR et définir les bonnes pratiques pour les futures études et leur mise en œuvre.⁵ L'objectif est de faire en sorte qu'une priorité adéquate soit attribuée aux questions SPS dans les futures EDIC et de mobiliser des ressources supplémentaires au titre de l'Aide pour le commerce pour les initiatives de renforcement des capacités dans le domaine SPS. Le Cambodge, la Tanzanie et le Sénégal ont été choisis pour faire l'objet d'une étude approfondie sur le terrain, et 20 autres rapports des EDIC ont été retenus pour faire l'objet d'un examen sur dossier plus poussé. L'étude devrait être achevée d'ici à octobre 2015.

5 NOUVEAU SITE WEB DU STDF

5.1. Le nouveau site Web du STDF a été lancé en août 2014 en anglais, en français et en espagnol. Il comprend des pages consacrées aux projets individuels (fiches d'information), des tableaux récapitulatifs des projets et des dons pour l'élaboration de projets (avec des options de recherche par filtres) et une fonction permettant de télécharger les documents pertinents. Une version améliorée de la bibliothèque virtuelle du STDF (une source de renseignements centralisée qui offre un accès en ligne rapide et facile à un éventail de ressources documentaires centrées sur la coopération technique et le renforcement des capacités dans le domaine SPS) a été intégrée au nouveau site Web.⁶ Les délégués du Codex sont encouragés à transmettre au secrétariat du STDF (STDFSecretariat@wto.org), en vue de leur inclusion dans la bibliothèque, les documents pertinents des types ci-après, entre autres: documents et rapports finals de projets, matériels de formation, évaluations/examens de projets, évaluations des capacités et des besoins

² Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/documents-clés>.

³ Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/facilitation-du-commerce>.

⁴ Voir: https://www.wto.org/french/tratop_f/devel_f/a4t_f/global_review15_f.htm.

⁵ Le CIR soutient le renforcement des capacités dans le domaine du commerce dans les pays les moins avancés. Dans ce contexte, les pays réalisent des études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC) pour répertorier les contraintes pesant sur la compétitivité, les faiblesses des chaînes d'approvisionnement ainsi que les secteurs présentant le meilleur potentiel de croissance et/ou d'exportation. Pour plus de renseignements, consulter l'adresse: <http://enhancedif.org/fr/about/how-does-it-work>.

⁶ Voir: <http://www.standardsfacility.org/library>.

dans le domaine SPS, analyses coûts-avantages, études de cas, travaux de recherche pertinents et autres articles sur le renforcement des capacités SPS.

6 ÉLABORATION DES PROJETS

6.1. Le STDF fournit des conseils et un soutien aux requérants sur les questions liées à l'élaboration des projets dans le domaine SPS et finance des dons pour l'élaboration de projets (DEP). Il s'agit d'aider les requérants à formuler leurs besoins SPS et à élaborer des propositions de projet techniquement solides et durables. À titre de financement de démarrage, des DEP limités à 50 000 dollars EU peuvent être accordés aux fins suivantes (seules ou en association): i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer l'impact potentiel et la viabilité économique des propositions (coûts et avantages escomptés); et/ou iii) élaboration de propositions de projets susceptibles d'être financées par des donateurs ou par le STDF. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé 66 DEP au total. Des exemples de dons pour l'élaboration de projets en cours dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires sont présentés à l'annexe.

7 FINANCEMENT DES PROJETS

7.1. Des dons pour la réalisation de projets allant jusqu'à 1 million de dollars EU sont disponibles auprès du STDF. Sont considérés d'une manière favorable les projets mettant l'accent sur un ou plusieurs des aspects suivants: i) l'identification, l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris les projets qui conçoivent et appliquent des approches novatrices et reproductibles; ii) le recours à des approches régionales pour remédier à des contraintes SPS; et/ou iii) les approches collaboratives et interdisciplinaires axées sur l'interface/les liens entre la santé des personnes, la santé animale et la préservation des végétaux et le commerce et auxquelles participent au moins deux partenaires du STDF ou autres organisations pertinentes.

7.2. Les bénéficiaires doivent participer au financement du projet avec leurs propres moyens, soit par une mise de fonds, soit par des contributions en nature telles que la mise à disposition de personnel, de locaux, de véhicules ou d'autres avoirs déjà existants. La contribution des bénéficiaires au projet dépend du classement du ou des pays bénéficiaires dans la liste des bénéficiaires de l'aide publique au développement établie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE.

7.3. Depuis sa création, le STDF a approuvé le financement de la réalisation de 72 projets au total. Les figures 1 et 2 ci-dessous montrent que 38% des projets du STDF et des DEP se concentrent sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires, ce qui correspond à 42% des ressources totales du STDF consacrées au financement de projets et de DEP. Dans la pratique, certains projets classés dans la catégorie "Mesures SPS en général" portent également sur des aspects de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de sorte qu'il est probable que le montant du financement du STDF alloué aux projets portant sur ce domaine soit plus élevé.

Figure 1

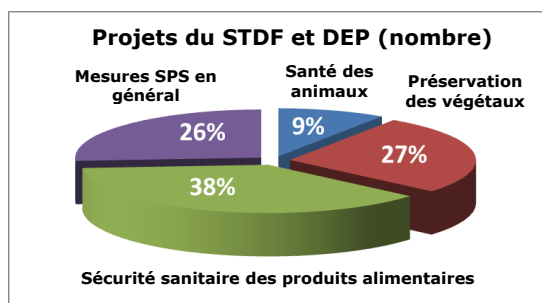
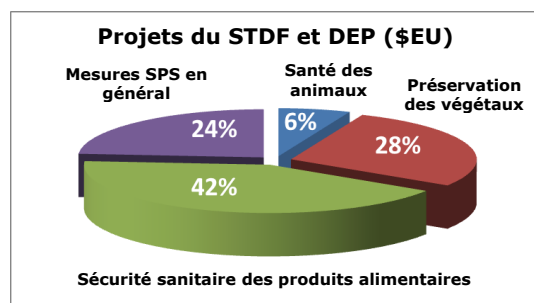


Figure 2



7.4. Depuis sa création, le STDF a consacré 56% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et à d'autres pays à faible revenu (APFR). Le STDF atteint donc régulièrement son objectif, qui est de consacrer au moins 40% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et aux APFR. En particulier, la part des ressources destinées aux DEP attribuée aux PMA et aux APFR reste élevée (74% du budget global consacré aux DEP).

7.5. Les autorités gouvernementales chargées de la sécurité sanitaire des produits alimentaires sont encouragées à présenter des demandes de DEP et de financement de projets. Les propositions peuvent être présentées à tout moment de l'année, mais doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour pouvoir être examinées à cette réunion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le **17 juillet 2015**.

7.6. On trouvera dans l'annexe des exemples de projets du STDF concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires en cours de réalisation. Des renseignements plus détaillés sur le STDF, ses activités, les formulaires de demande, les critères d'admissibilité, ainsi que des informations sur les projets peuvent être consultés sur le [site Web du STDF](#).

Étapes qu'il est recommandé de suivre pour demander le financement par le STDF de projets ou de DEP:

1. Consultez nos pages consacrées aux DEP (<http://www.standardsfacility.org/fr/projectpreparationgrants>) et aux projets (<http://www.standardsfacility.org/fr/projectgrants>) pour voir des exemples antérieurs.
2. Lisez attentivement notre note d'orientation pour la présentation de demandes: http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDFGuidanceNote_fr.pdf.
3. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/région.
4. Envoyez-nous une brève note descriptive sur le projet que vous envisagez (STDFSecretariat@wto.org) pour obtenir en retour des informations sur son admissibilité éventuelle et ses chances de financement.
5. Remplissez un formulaire de candidature (<http://www.standardsfacility.org/fr/formulaires-de-demande>) et renvoyez-le par voie électronique avant la date limite.

Annexe: Aperçu des projets du STDF en cours⁷ et des DEP liés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires

Titre du projet	Objectif et stade de mise en œuvre	Soutien du STDF (\$EU)
Stratégie visant à renforcer le système SPS aux Comores (STDF/PG/242)	Renforcer les capacités SPS dans le pays d'une manière complète et systématique, afin d'accroître l'accès aux marchés pour les produits agricoles et les produits de la pêche. En cours depuis septembre 2012. Mis en œuvre par le PNUD.	1 106 030
Étude régionale de l'alimentation totale pour l'Afrique subsaharienne (STDF/PG/303)	Contribuer à renforcer la capacité des gestionnaires de risques à mettre en œuvre les normes internationales grâce à une bonne connaissance des dangers, des risques et des niveaux d'exposition aux substances nuisibles présentes dans les produits alimentaires couramment fabriqués et consommés. En cours depuis avril 2014. Mis en œuvre par la FAO.	1 191 353
Renforcement des capacités commerciales des petits crevetticulteurs du Bangladesh (STDF/PG/321)	Organiser les petits crevetticulteurs en groupes gérables et les aider à élaborer et à adopter de meilleures pratiques de gestion pour faire face au problème de contamination à la base. En cours depuis avril 2012. Mis en œuvre par la FAO.	637 000
Renforcement des capacités SPS pour les exportations de gingembre grâce à un partenariat public-privé au Népal (STDF/PG/329)	Accroître les revenus des parties prenantes népalaises dans la chaîne de valeur du gingembre en ajoutant de la valeur au produit exporté vers l'Inde et en renforçant la capacité d'accéder à de nouveaux marchés. En cours depuis juin 2012. Mis en œuvre par la FAO.	462 144 Cofinancé par le CIR
Projet de génération de données sur les résidus de pesticides dans le cadre de l'ASEAN (STDF/PG/337)	Élaborer un processus régional de génération de données fiables sur les limites maximales de résidus (LMR) pour certaines cultures "mineures" afin de favoriser l'harmonisation avec les normes internationales et d'accroître l'accès aux marchés. En cours depuis décembre 2012. Mis en œuvre par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).	607 000
Programme de développement de compétences pour la filière de la cannelle à Sri Lanka (STDF/PG/343)	Accroître la compétitivité de la filière de la cannelle, notamment les capacités du secteur à valeur ajoutée, en améliorant les pratiques de transformation et de manipulation. En cours depuis juillet 2012. Mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).	705 600
Établissement d'une école virtuelle régionale d'inspection des produits alimentaires en Amérique centrale et en République dominicaine (STDF/PG/344)	Harmonisation des procédures modernes d'inspection grâce à un cadre d'inspecteurs des produits alimentaires et de vérificateurs de la sécurité sanitaire des aliments bien formés dans la région pour contribuer à faciliter les échanges et à améliorer la santé publique. En cours depuis juillet 2012. Mis en œuvre par l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA).	977 643

⁷ Figurent également dans ce tableau certains projets et DEP qui ont été approuvés par le Groupe de travail du STDF en octobre 2014 et en mars 2015 et se trouvent en instance de passation de contrats.

Titre du projet	Objectif et stade de mise en œuvre	Soutien du STDF (\$EU)
Programme pour la sécurité alimentaire humaine et animale en Amérique latine et dans les Caraïbes (STDF/PG/345)	Contribuer à l'harmonisation du cadre réglementaire concernant la production et la commercialisation des aliments pour animaux, afin de garantir leur sécurité sanitaire, ainsi que l'accès aux marchés, sur la base des normes et recommandations du Codex et de l'OIE. En cours depuis février 2014. Mis en œuvre par FEEDLATINA (Asociación de las Industrias de Alimentación Animal de América Latina y Caribe).	1 050 566
Élimination des obstacles, facilitation des échanges entre les États membres du COMESA (STDF/PG/346)	Accroître les échanges de certains produits agroalimentaires à l'intérieur du COMESA en réduisant les coûts de l'activité commerciale associés aux mesures SPS sur certains itinéraires commerciaux. En cours depuis novembre 2014. Mis en œuvre par le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA).	902 690
Projet de génération de données sur les résidus de pesticides pour l'Afrique (STDF/PG/359)	Renforcer la capacité régionale en ce qui concerne la génération et le suivi de données sur les résidus de pesticides pour l'établissement, la mise en œuvre et le respect des normes internationales en matière de résidus de pesticides. En cours depuis mai 2013. Mis en œuvre par le Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA).	446 150
CocoaSafe: renforcement des capacités et partage des connaissances dans le domaine SPS pour le secteur du cacao en Asie du Sud-Est (STDF/PG/381)	Maintenir et accroître l'accès aux marchés des exportations de cacao en améliorant les pratiques le long de la chaîne d'approvisionnement pour respecter les normes internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. En cours depuis novembre 2013. Mis en œuvre par l'Organisation internationale du cacao (OIC).	652 851
Renforcement de la capacité régionale de l'Amérique latine de se conformer aux prescriptions en matière d'exportation pour les pesticides (STDF/PG/436)	Renforcer la capacité régionale de l'Amérique latine en ce qui concerne la génération et le suivi de données sur les résidus de pesticides pour soutenir l'établissement et l'application des normes internationales. En cours depuis octobre 2013. Mis en œuvre par l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA).	374 166
Amélioration de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et du respect des mesures SPS pour accroître les recettes d'exportation dans la chaîne de valeur des graines oléagineuses au Myanmar (STDF/PG/486)	Renforcer la sécurité sanitaire des produits alimentaires et le respect des normes internationales relatives aux bonnes pratiques agricoles, aux bonnes pratiques en matière d'hygiène (BPF) et aux systèmes de points de contrôle critiques pour l'analyse des dangers (HACCP) dans la chaîne de valeur des graines oléagineuses. Projet approuvé en octobre 2014 pour mise en œuvre par le Centre du commerce international (ITC). Contrat en cours d'élaboration.	825 071

Titre du projet	Objectif et stade de mise en œuvre	Soutien du STDF (\$EU)
Assistance technique dans le domaine SPS et en ce qui concerne les chaînes de valeur, pour améliorer l'accès aux marchés des petites entreprises de pêche et des pêcheurs artisanaux en Afrique de l'Ouest (STDF/PG/489)	Fournir une assistance technique coordonnée pour la diffusion de renseignements sur les normes sanitaires et développer les capacités techniques en ce qui concerne la manutention et la transformation des produits de la pêche. Projet approuvé en octobre 2014 pour mise en œuvre par l'ONUDI. Contrat en cours d'élaboration.	892 857
Traçabilité de la filière du miel au Guatemala (STDF/PG/515)	Maintenir l'accès aux marchés et accroître le volume des exportations de miel du Guatemala par la mise en œuvre d'un système de traçabilité électronique. Projet approuvé en mars 2015 pour mise en œuvre par la Direction de la sécurité sanitaire des produits alimentaires – Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (MAGA) du Guatemala. Contrat en cours d'élaboration.	45 400

Titre du projet	Objectif et stade de mise en œuvre	Soutien du STDF (\$EU)
Intégration des questions SPS en Sierra Leone: une approche globale de la chaîne pour développer le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires (STDF/PPG/392)	Examiner le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, élaborer des plans pour renforcer la capacité institutionnelle et établir des priorités aux fins de la conformité avec les prescriptions SPS. En cours depuis novembre 2013. Mis en œuvre par la FAO.	43 680
Gestion de l'aflatoxine dans le piment au Pakistan (STDF/PPG/431)	Mettre en place des systèmes de contrôle de qualité pour répondre au problème de la contamination des produits de base agroalimentaires par les mycotoxines et éliminer les obstacles au commerce international qui en découlent. En cours depuis mai 2015. Mis en œuvre par le Conseil pakistanais de la recherche agricole (PARC), conjointement avec la FAO.	34 000
Renforcement du respect des prescriptions SPS dans la production de sésame au Soudan en vue d'améliorer l'accès aux marchés internationaux (STDF/PPG/435)	Évaluer les difficultés en matière de conformité dans la production de sésame destiné à l'exportation et élaborer une proposition de projet visant à renforcer le respect des prescriptions SPS en vue d'améliorer l'accès aux marchés internationaux. Le DEP sera mis en œuvre par l'ONUDI et le contrat est en cours d'élaboration.	50 000
Élaboration d'une proposition de projet pour répondre aux besoins en capacités SPS, en mettant l'accent sur le système national de sécurité sanitaire des produits alimentaires du Tadjikistan (STDF/PPG/447)	Aider le Tadjikistan à mettre en œuvre sa stratégie nationale en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et sa législation sur les produits alimentaires. Le contrat est en cours d'élaboration et les modalités de mises en œuvre doivent être finalisées.	40 600

Titre du projet	Objectif et stade de mise en œuvre	Soutien du STDF (\$EU)
Renforcement des capacités et simplification des mécanismes d'appui en vue d'harmoniser la certification dans le domaine de l'aquaculture (STDF/PPG/453)	<p>Mettre à l'essai le cadre d'évaluation de la conformité en cours d'élaboration par la FAO et mettre au point une proposition de projet visant à soutenir la mise en place et la mise en œuvre de systèmes publics de certification dans le domaine de l'aquaculture afin de contribuer au libre-échange intrarégional.</p> <p>En cours depuis juin 2014. Mis en œuvre par le Réseau des centres d'aquaculture d'Asie et du Pacifique (NACA).</p>	48 000
Élaboration d'un projet d'étude de l'alimentation totale dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (STDF/PPG/487)	<p>Réaliser une étude de faisabilité afin d'identifier les principales lacunes en ce qui concerne la capacité d'évaluation du risque chimique dans certains pays et élaborer un projet visant à financer une étude de l'alimentation totale au niveau régional.</p> <p>Le DEP sera mis en œuvre par l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS). Le contrat est en cours d'élaboration.</p>	50 000